



CHARTER RGPD • EXTERNE

Protection de vos données personnelles

Charte externe de protection des
données à destination des **adhérents** et
des **salariés d'adhérents**.

● Transparence

● Confidentialité

● Sécurité

● Vos droits



RÉFÉRENCE

S3-EN-CHARGP-008

VERSION

8.0

CRÉATION

29/11/2024

MISE À JOUR

07/10/2026

Sommaire

1	Propos introductifs	3
1.1	Définitions	3
2	La charte en bref	4
2.1	Pourquoi le CSTG32 traite vos données ?	4
2.2	Quelles données personnelles traitons-nous ?	4
2.3	Quels sont vos droits ?	5
2.4	À qui pouvons-nous communiquer vos données personnelles ?	5
2.5	Combien de temps conservons-nous vos données personnelles ?	5
3	Charte de protection des données personnelles	6
3.1	De quelle manière vos données à caractère personnel sont-elles traitées ?	6
3.1.1	Gestion des relations Adhérents / Prospects	6
3.1.2	Suivi de la santé au travail des salariés	7
3.1.3	Traitements spécifiques Intérimaires	9
3.1.4	Traitements réalisés via le site internet	9
3.2	Combien de temps conservons-nous vos données à caractère personnel ?	11
3.3	Quels sont vos droits et comment les exercer ?	12
3.3.1	Le droit d'accès et de rectification	12
3.3.2	Le droit d'opposition	12
3.3.3	Le droit à la portabilité	12
3.3.4	Le droit à la limitation du traitement	12
3.3.5	Le droit à l'effacement	13
3.3.6	Contactez notre DPO	13
3.3.7	Retirer votre consentement et saisir la CNIL	13
3.4	Vos données sont-elles transférées en dehors de l'Union européenne ?	14
3.5	Quelles mesures de sécurité mettons-nous en œuvre ?	14
3.6	Modification et accessibilité de la présente charte	14

ENREGISTREMENT Charte externe de protection des données	DESTINATAIRES Adhérents et salariés d'adhérents	PROCESSUS PRINCIPAL Système d'information
RÉFÉRENCE S3-EN-CHARGP-008	VERSION 8.0	CRÉATION · MISE À JOUR 29/11/2024 · 07/10/2026

Dans le cadre de son activité de service de santé au travail, le CSTG32 est amené à collecter et traiter des données à caractère personnel sur ses Adhérents, leurs salariés, et les visiteurs de son site internet.

La protection des données à caractère personnel est **l'une des préoccupations majeures du CSTG32**. À travers ce document, le CSTG32 renouvelle son engagement à assurer la protection, la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel qu'il traite.

La présente charte énonce les grands principes et principales lignes directrices du CSTG32 en matière de protection des données à caractère personnel sans que ces derniers ne s'y limitent. En effet, nous pouvons être amenés à vous informer de façon plus précise ou spécifique lors de la collecte effective de données pour un traitement en particulier (par exemple par le biais de mentions sous les formulaires de nos sites internet).

L'objectif de cette charte est également d'informer en toute transparence les personnes sur la manière dont leurs données sont traitées par le CSTG32.

1.1 Définitions

Avant de vous expliquer de quelle façon le CSTG32 traite vos données, veuillez trouver ci-dessous la définition des termes essentiels dégagés par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Règlement Général relatif à la Protection des Données (RGPD)

Réglementation applicable aux organismes privés et publics traitant des données à caractère personnel.

Délégué à la Protection des Données (DPD)

Personne chargée d'assurer la protection des données à caractère personnel au sein du CSTG32. Vous pouvez, si besoin, la contacter : **dpo@cstg32.fr**

Données à caractère personnel

Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée « personne concernée »). Pour exemple, peuvent être des données à caractère personnel :

- Les noms, les prénoms
- Les adresses postales
- Les adresses mails des adhérents
- Etc.

Responsable de traitement

Sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, il s'agit de la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

Sous-traitant

Il s'agit de la personne physique ou morale, autorité publique, service ou autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.



2.1 Pourquoi le CSTG32 traite vos données ?

Dans le cadre de ses missions de service de santé au travail, le CSTG32 est amené à collecter des données personnelles par le biais de ses différentes interactions avec ses adhérents, leurs salariés ou encore les visiteurs de son site internet.

Le CSTG32, en tant que responsable de traitement, est amené à traiter des données aussi bien dans le cadre de la **gestion administrative de ses adhérents** (instruction des demandes d'adhésion, facturation, etc.) que pour répondre aux **obligations de suivi de l'état de santé au travail** des salariés de ses adhérents (envoi des convocations, suivi du Dossier Médical de Santé au Travail (DMST), étude de poste, mise en place d'action de prévention de la santé au travail, etc.).

De même, lors de votre navigation sur notre site internet et nos applications, vos données sont collectées. Elles sont principalement traitées dans le but de gérer les demandes adressées via les formulaires de contact, ou encore pour établir des statistiques de fréquentation.

Que vous soyez salarié des entreprises adhérentes ou bien visiteur du site internet, vos données personnelles seront traitées par le CSTG32 pour diverses raisons.

Ce peut être pour exécuter le contrat d'adhésion conclu avec ses adhérents ou pour respecter les obligations légales de suivi de la santé au travail des salariés. Par ailleurs, certains traitements à la marge sont nécessaires à la poursuite des intérêts légitimes du CSTG32. Cela concerne en majorité des traitements nécessaires au suivi de l'activité du CSTG32 et à l'amélioration de la qualité de ses services (ex. : établissement de statistiques).



2.2 Quelles données personnelles traitons-nous ?

Les informations que nous traitons sont principalement fournies par les entreprises elles-mêmes (vos employeurs), notamment au moment de leur adhésion ou lors de l'embauche de nouveaux collaborateurs.

Dès lors, selon le but poursuivi, nous pouvons être amenés à collecter les informations suivantes :

- **Données d'identification** : nom, prénom, adresse email, etc.
- **Données sur la vie professionnelle** : fonction, type de poste, environnement de travail, etc.
- **Données sur la santé du salarié** (uniquement dans le cadre de la gestion du Dossier Médical de Santé au Travail (DMST)) : pathologie, antécédents, ressenti au travail, etc.
- **Données de connexion** (pour les visiteurs de notre site internet)



2.3 Quels sont vos droits ?

Lorsque vos données font l'objet d'un traitement, vous disposez de droits sur ces dernières.

Accès

Rectification

Opposition

Limitation du traitement

Portabilité

Effacement

En effet, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité et d'effacement de vos données dans les conditions prévues dans le règlement 2016/679 du 27 avril 2016. Vous disposez également du droit de définir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès en application de la Loi pour une République numérique n° 2016-1321 du 7 octobre 2016.

Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant à notre délégué à la protection des données **dpo@cstg32.fr** ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données – 6 rue Marc Chagall, 32000 Auch.



2.4 À qui pouvons-nous communiquer vos données personnelles ?

L'ensemble des collaborateurs du CSTG32 sont soumis au **secret médical et professionnel** et à une obligation de confidentialité selon les fonctions exercées. De même, l'ensemble des prestataires avec lesquels travaille le CSTG32 est soumis à une obligation de confidentialité.

Selon les cas, l'accès à vos données est strictement limité :

- Au personnel habilité du CSTG32 dans le cadre de l'exercice de ses fonctions
- Aux prestataires dans la limite de l'exécution de leur mission (par exemple pour de la maintenance du logiciel métier de gestion des dossiers médicaux que nous utilisons)
- Aux organismes et autorités légalement autorisés à connaître vos informations



2.5 Combien de temps conservons-nous vos données personnelles ?

Nous conservons vos données durant le temps n'excédant pas le but poursuivi (gestion administrative des adhérents, suivi du DMST, etc.). Le plus souvent, **les dossiers médicaux sont conservés de 10 à 50 ans** selon les expositions professionnelles (voir le tableau du 3.2). Nous tenons compte également des délais légaux applicables ainsi que des recommandations de la CNIL.

Les éléments exposés ci-dessus constituent un condensé de notre charte de confidentialité. Si vous souhaitez en savoir davantage sur la manière dont le CSTG32 traite vos données à caractère personnel, nous vous invitons à poursuivre votre lecture.

Charte de protection des données personnelles

3.1 De quelle manière vos données à caractère personnel sont-elles traitées ?

3.1.1 Traitements réalisés dans le cadre de la gestion des relations Adhérents / Prospects

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
- Données d'identification (nom, prénom, coordonnées professionnelles, etc.) - Vie professionnelle (fonction exercée) - Données de connexion au Portail Adhérent	- Enregistrement et instruction des demandes d'adhésion - Gestion administrative des adhérents (facturation, gestion des réclamations, gestion des impayés, etc.) - Réalisation de nos prestations de santé au travail (suivi des salariés, actions de prévention, Document Unique, tenue du Dossier d'entreprise, réalisation d'études, veille sanitaire, etc.) - Mise à disposition de l'espace Adhérent	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, etc.) - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission (ex. : prestataire en charge de la fourniture et maintenance du logiciel métier de suivi de santé au travail) - Organisme ou autorité légalement autorisé à connaître vos informations	Conclusion et/ou exécution du contrat d'adhésion
- Adresse électronique - Informations relatives à l'ouverture des e-mails (confirmation de délivrance, date et heure d'ouverture, identifiant technique associé au pixel)	- Mesurer l'audience de nos communications - Vérifier la bonne délivrance des e-mails - Évaluer l'intérêt porté aux contenus et améliorer les communications adressées	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service Communication du CSTG32) - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission (ex. : prestataire en charge de notre outil de mailing)	Intérêt légitime du CSTG32 à mesurer l'audience de ses communications

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
- Données d'identification : nom, prénom, adresse e-mail et numéro de téléphone - Contenu de la réclamation ou de l'avis, échanges relatifs à son traitement, pièces justificatives	- Gestion des réclamations et des insatisfactions (y compris les avis publiés sur les plateformes en ligne) - Suivi des demandes, amélioration de la qualité des services et gestion des éventuels litiges - Prise de contact avec les personnes concernées afin de gérer la réclamation ou l'insatisfaction relative à leur prise en charge	Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, Direction, etc.)	Intérêt légitime du CSTG32 de gérer les réclamations et insatisfactions liées à la prise en charge des salariés suivis

3.1.2 Traitements réalisés dans le cadre du suivi de la santé au travail des salariés

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
- Données d'identification détaillées (nom, prénom, date de naissance, nationalité, adresse postale, téléphone, adresse e-mail, etc.) - Situation familiale et vie personnelle (statut marital, nombre d'enfants, etc.) - Vie professionnelle (emploi actuel, historique professionnel, risques liés à l'activité exercée, etc.) - Données médicales (antécédents, résultats des tests effectués par le SPSTI, recommandations du médecin, ensemble des informations partagées avec les médecins et autres professionnels en charge du suivi du salarié) - Habitudes de vie ayant une influence sur la santé au travail (tabac, alcool, stress, etc.)	- Gestion administrative des salariés suivis (envoi des convocations, suivi des visites, rappels des prochaines visites, etc.) - Gestion et suivi du Dossier Médical Santé-Travail (DMST) - Mise en place d'actions de prévention en milieu de travail (étude de poste, session de sensibilisation / formation, etc.) - Orientation des salariés vers d'autres professionnels de santé le cas échéant - Archivage des dossiers médicaux	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, etc.) - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission (ex. : prestataire en charge de la fourniture et maintenance du logiciel métier de suivi de santé au travail) - Organisme ou autorité légalement autorisé à connaître vos informations	Obligation légale de suivi de la santé au travail des salariés de ses adhérents

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
- Données d'identification détaillées (nom, prénom, date de naissance, nationalité, adresse postale, téléphone, adresse e-mail, etc.) - Situation familiale et vie personnelle (statut marital, nombre d'enfants, etc.) - Vie professionnelle (emploi actuel, historique professionnel, risques liés à l'activité exercée, etc.) - Données sensibles pertinentes dans le cadre de l'accompagnement social - Informations permettant d'apprécier les difficultés sociales rencontrées	Accompagnement et suivi social des salariés	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, etc.) - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission (ex. : prestataire en charge de la fourniture et maintenance du logiciel métier de suivi de santé au travail) - Organisme ou autorité légalement autorisé à connaître vos informations	Consentement du salarié, qu'il peut retirer à tout moment (voir 3.3.7)
Tout type de données sous la forme anonymisée ou pseudonymisée	Établissement de statistiques anonymisées pour le suivi de notre activité de Service de Santé au travail	Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, etc.)	Intérêt légitime du CSTG32
Données relatives à l'INS (numéro de sécurité sociale, nom, prénom, date et lieu de naissance)	- Identification de manière unique et pérenne des salariés suivis - Sécurisation des échanges et du partage de données de santé	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, etc.) - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission (ex. : prestataire en charge de la fourniture et maintenance du logiciel métier de suivi de santé au travail) - Organisme ou autorité légalement autorisé à connaître vos informations	Obligation légale : l'utilisation de l'INS est strictement encadrée par les articles L. 1111-8-1, R. 1111-8-1 et suivants du Code de la santé publique ainsi que par le référentiel consacré à l'INS (arrêté du 27 mai 2021)

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
Données d'identification : nom, prénom, adresse e-mail et numéro de téléphone	Gestion des enquêtes de satisfaction afin d'améliorer la qualité des services	Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service qualité, Direction, etc.)	Intérêt légitime du CSTG32 dans l'amélioration de la qualité des services offerts auprès des adhérents
- Données d'identification : nom, prénom, adresse e-mail et numéro de téléphone - Contenu de la réclamation ou de l'avis, échanges relatifs à son traitement, pièces justificatives	- Gestion des réclamations et des insatisfactions (y compris les avis publiés sur les plateformes en ligne) - Suivi des demandes, amélioration de la qualité des services et gestion des éventuels litiges - Prise de contact avec les personnes concernées afin de gérer la réclamation ou l'insatisfaction relative à leur prise en charge	Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions (Service gestion des Adhérents, Pôle Prévention, Pôle médical, Secrétariat, Direction, etc.)	Intérêt légitime du CSTG32 de gérer les réclamations et insatisfactions liées à la prise en charge des salariés suivis

3.1.3 Traitements spécifiques Intérimaires

Le traitement détaillé ci-dessous s'applique en plus de ceux visés au 3.1.2.

Le CSTG32, en collaboration avec d'autres Services de Prévention et de Santé au Travail (ci-après « SPST »), met en œuvre un **traitement conjoint de vos données de santé** afin d'assurer le suivi réglementaire de l'état de santé au travail des intérimaires, conformément aux articles R. 4625-2 et suivants du Code du travail.

La liste actualisée des SPST co-responsables est disponible sur simple demande auprès de votre SPST.

3.1.4 Traitements réalisés via le site internet

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
- Données d'identification (nom, prénom, coordonnées, etc.) - Données fournies via les formulaires	Répondre aux sollicitations des visiteurs	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission	Intérêt légitime du CSTG32

Quelles données à caractère personnel sont collectées ?	Pour quelles finalités ?	Qui a accès à vos données ?	Sur quel fondement juridique ?
Inscriptions aux événements (Cap Prévention Santé, ateliers...) : nom, prénom, e-mail, structure, choix d'ateliers	Gestion des inscriptions et organisation des événements	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission	Consentement
Demande d'accompagnement en prévention de la désinsertion professionnelle (PDP) : identité, coordonnées, employeur, éléments de situation que vous choisissez de communiquer	Traitement de la demande et orientation vers la cellule PDP	Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions	Missions légales du service de prévention et de santé au travail (Code du travail)
- Données de connexion (adresses IP, journaux d'événements...) - Données relatives aux mesures d'audience (statistiques sur les pages vues, le temps passé sur une page, etc.)	Sécurisation, analyse et développement de l'efficacité du contenu de notre site et de nos apparitions. Les données sont exploitées sous une forme anonymisée.	- Personnel habilité du CSTG32 dans la limite de leurs fonctions - Sous-traitants / Prestataires du CSTG32 dans la limite de l'exécution de leur mission	Intérêt légitime du CSTG32

3.2 Combien de temps conservons-nous vos données à caractère personnel ?

DOSSIERS MÉDICAUX EN SANTÉ AU TRAVAIL (DMST)

DMST des salariés occupant des postes non exposés à des risques particuliers	40 ans à compter de la date de la dernière visite ou examen du salarié au sein du CSTG32, dans la limite d'une durée de 10 ans à compter du décès du salarié
DMST salarié exposé à des agents biologiques pathogènes	10 à 40 ans à compter de la dernière exposition
DMST salarié exposé à des agents chimiques dangereux et agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction	50 ans après la fin de l'exposition
DMST salarié exposé à des rayonnements ionisants	Jusqu'aux 75 ans du travailleur exposé et au moins 50 ans après la fin de l'exposition
DMST salarié exposé à l'amiante	50 ans à compter de la dernière exposition
DMST salarié travaillant en milieu hyperbare	40 ans

SUIVI SOCIAL, ADHÉRENTS ET GESTION

Dossier de suivi social	2 ans à compter de la fin de l'accompagnement
Ensemble des éléments constituant des pièces comptables	10 ans
Dossier Client / Adhérent	5 ans à compter de la fin de la relation contractuelle
Éléments du Dossier d'entreprise (DU, fiche d'entreprise, liste des salariés suivis, etc.)	10 ans à compter de la fin de la relation contractuelle
Dossier de contentieux et gestion des réclamations adhérents en dehors de toute procédure judiciaire	5 ans à compter du règlement du litige et versement des indemnités
Données relatives au suivi des réclamations	5 ans à compter de la clôture de la réclamation, sauf contentieux nécessitant une conservation plus longue
Données intérimaires utilisées pour alimenter la base de gestion partagée et la mise à jour du suivi réglementaire des intérimaires en coordination avec plusieurs SPST	2 ans conformément à l'article R. 4625-11 du Code du travail

DROITS ET DONNÉES NUMÉRIQUES

Données relatives aux demandes d'exercice de droit	1 an à compter de la réception des demandes
Données de connexion (adresses IP, journaux d'événements...)	1 an
Données relatives aux mesures d'audience	1 an
Demandes reçues via les formulaires de contact du site	3 ans après le dernier échange
Inscriptions aux événements	6 mois après l'événement
Demandes d'accompagnement PDP reçues via le site	Durée de l'accompagnement , puis 2 ans

Les données permettant d'établir la preuve d'un droit ou conservées au titre du respect d'une obligation légale peuvent faire l'objet d'une politique d'archivage intermédiaire pour une période correspondant aux durées de prescription légale (et notamment le délai de droit commun de 5 ans).

3.3 Quels sont vos droits et comment les exercer ?

Comme énoncé précédemment, lorsque vos données font l'objet d'un traitement, vous disposez de droits sur ces dernières.

3.3.1 Le droit d'accès et de rectification de vos données personnelles

Vous avez le droit de demander au CSTG32 s'il traite vos données et de vous transmettre les informations vous concernant. À ce titre, vous pouvez :

- Accéder à l'ensemble des données vous concernant
- Connaître l'origine des données vous concernant ainsi que les destinataires de celles-ci
- Accéder aux données sur lesquelles le CSTG32 s'est fondé pour prendre une décision vous concernant
- Obtenir une copie de vos données

Enfin, vous disposez du droit de rectifier vos données lorsque celles-ci sont incomplètes ou inexactes. Par exemple, si votre situation familiale a changé, vous pouvez demander la correction de vos informations personnelles.

3.3.2 Le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles

Ce droit vous permet de vous opposer à ce que vos données soient utilisées par le CSTG32. Pour ce faire, vous devez mettre en avant des raisons tenant à votre situation particulière.

Vous avez le droit de vous opposer à l'utilisation de vos données personnelles si celles-ci sont traitées sur la base de l'intérêt légitime du CSTG32. Il vous sera donc possible de vous opposer au traitement à tout moment.

3.3.3 Le droit à la portabilité de vos données personnelles

Si vous avez donné votre consentement pour le traitement de vos données ou si le traitement de vos données est nécessaire à l'exécution d'un contrat conclu avec le CSTG32, vous avez le droit à la portabilité de vos données. Ce droit vous permet :

- De récupérer vos données personnelles traitées par le CSTG32 et de les stocker sur un appareil ou un cloud privé par exemple. Ce droit vous permet de gérer plus facilement et par vous-même vos données personnelles.
- De transférer vos données personnelles à un autre organisme.

Toutefois, ce droit ne concerne que les données gérées de manière automatisée (les fichiers papiers ne sont pas concernés) et les données fournies par vous-même.

3.3.4 Le droit à la limitation du traitement de vos données personnelles

Ce droit vous permet de geler temporairement l'utilisation de vos données. Il peut être exercé en parallèle d'une autre demande de droit comme le droit d'opposition ou de rectification par exemple. Cela vous permet de « mettre en pause » l'utilisation de vos données pendant l'étude de votre demande d'exercice de droit.

Dès lors, une fois le traitement de vos données mis en pause, celles-ci ne pourront être utilisées que dans les cas suivants :

- Vous avez donné votre accord
- Pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice
- Pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale
- Pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union ou d'un État membre

3.3.5 Le droit à l'effacement de vos données personnelles

Ce droit vous permet tout simplement d'obtenir la suppression de vos données personnelles. Vous pouvez demander l'effacement de vos données si :

- Vos données sont utilisées à des fins de prospection
- Les données ne sont pas ou plus nécessaires au regard des objectifs pour lesquels elles ont été initialement collectées
- Vous retirez votre consentement à l'utilisation de vos données
- Vos données font l'objet d'un traitement illicite
- Vos données ont été collectées lorsque vous étiez mineur dans le cadre de la société de l'information
- Vos données doivent être effacées pour respecter une obligation légale
- Vous vous êtes opposé au traitement de vos données et le CSTG32 n'a pas de motif impérieux de ne pas donner suite à votre demande

À NOTER

Dans certains cas, le CSTG32 ne pourra faire droit à votre demande, en particulier si le CSTG32 est dans l'obligation légale de conserver vos données (ex. : obligation légale de conserver les Dossiers Médicaux de 10 à 50 ans selon le risque d'exposition des personnes) ou encore si vos données sont nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice (ex. : données utilisées dans le cadre de la gestion d'un contentieux).

3.3.6 Contacter notre DPO

Pour exercer vos droits ou pour toute autre question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter notre DPO :

PAR MAIL

dpo@cstg32.fr

PAR COURRIER

6 rue Marc Chagall
32000 Auch

SUR PLACE

À l'accueil : votre demande sera relayée à notre DPO

Quel que soit le mode d'exercice de droit choisi, chacune de vos demandes doit être accompagnée d'**éléments permettant de justifier votre identité**.

Une fois votre demande reçue, nous disposons d'un **délai d'un mois** pour vous répondre. Ce délai pourra être suspendu si votre demande nécessite des éléments complémentaires.

3.3.7 Retirer votre consentement et saisir la CNIL

Lorsqu'un traitement repose sur votre **consentement** (par exemple l'accompagnement et le suivi social), vous pouvez le **retirer à tout moment**, sans avoir à vous justifier, en contactant notre DPO. Ce retrait ne remet pas en cause les traitements réalisés avant celui-ci.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une **réclamation à la CNIL** : www.cnil.fr – 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07.

3.4 Vos données sont-elles transférées en dehors de l'Union européenne ?

Vos données ne font l'objet d'**aucun transfert en dehors de l'Union européenne**, excepté lors de l'utilisation des solutions Microsoft et de certains services tiers de notre site internet.

En effet, dans le cadre de l'exercice de ses missions de service de santé au travail pour le compte de ses Adhérents, le CSTG32 et ses équipes utilisent les produits et services de Microsoft Office 365.

Les données stockées sur ces outils sont hébergées en France. Toutefois, pour des raisons techniques inhérentes aux solutions de Microsoft et pour des traitements dont Microsoft est seul responsable, certaines données ou métadonnées peuvent transiter hors de l'Union européenne vers les États-Unis.

Ainsi, les données de nos Adhérents et celles de leurs salariés sont susceptibles de faire l'objet de transferts hors UE lorsque nous utilisons les solutions Microsoft.

Ces transferts sont encadrés par les clauses contractuelles types de la Commission européenne. Pour en savoir plus quant au traitement de vos données par Microsoft en tant que responsable de traitement, vous pouvez suivre le lien : <https://privacy.microsoft.com/fr-fr/privacystatement>.

Sur notre site internet, certains services tiers peuvent également entraîner un transfert de données vers les États-Unis : **Google reCAPTCHA** (protection des formulaires, activé uniquement avec votre accord) et **Vimeo** (lecture des vidéos). Ces transferts sont encadrés par le cadre de protection des données UE-États-Unis (Data Privacy Framework) ou par les clauses contractuelles types de la Commission européenne. Le détail figure dans la politique de confidentialité du site www.cstg32.fr.

En parallèle des mesures prises par Microsoft et afin de sécuriser ses échanges, le CSTG32 a mis en place des règles internes relatives à l'utilisation de la messagerie, dont **l'interdiction de faire transiter des données de santé par mail**, ainsi que des mesures de chiffrement.

3.5 Quelles mesures de sécurité mettons-nous en œuvre pour protéger vos données ?

Le CSTG32 met en œuvre toutes les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires afin de protéger les données traitées contre toute divulgation, perte, modification non désirée, accès non autorisé, et notamment :



Sécurité physique

Sécurité des accès aux locaux, chiffrement des postes de travail mobiles, solution Mobile Device Management (MDM) pour mobile.



Sécurité informatique

Politique de mots de passe, authentification pour l'accès à notre logiciel de suivi de la santé au travail, antivirus, firewall.



Sécurité organisationnelle

Gestion des habilitations, désignation d'un DPO, plan de sauvegarde, gestion des incidents, sensibilisation des utilisateurs.

3.6 Modification et accessibilité de la présente charte

La présente charte est la seule opposable jusqu'à ce qu'une nouvelle version la remplace.

Elle est susceptible d'évolution : le CSTG32 se réserve le droit de la mettre à jour ou de la modifier à tout moment et sans préavis. Il vous est donc conseillé de la consulter régulièrement. Si vous continuez à utiliser nos services après modification de la présente charte, cela constitue une acceptation de votre part desdits changements.

De plus, cette charte est également consultable sur notre site internet. Il vous est également possible d'en réclamer une copie auprès de l'accueil du CSTG32.

Une question sur vos données ?

Notre délégué à la protection des données vous répond :
dpo@cstg32.fr

Centre de Santé au Travail en Gascogne 32

6, rue Marc Chagall, ZI d'Engachies
32000 Auch
05 62 60 26 26 · www.cstg32.fr